

Bulletin d'histoire politique

L'histoire canadienne sur Internet : usages et influences

Francis Provost



Volume 16, numéro 1, automne 2007

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1054610ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1054610ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Provost, F. (2007). L'histoire canadienne sur Internet : usages et influences. *Bulletin d'histoire politique*, 16(1), 301–311. <https://doi.org/10.7202/1054610ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2007

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

L'histoire canadienne sur Internet : usages et influences

FRANCIS PROVOST
Enseignant en Histoire au secondaire
Commission scolaire Marie-Victorin

L'accessibilité récente d'Internet modifie nombre de nos comportements, jusqu'à offrir de nouvelles perspectives d'échanges d'informations scientifiques et de nouveaux modes d'enseignement et d'apprentissage. En ce sens, nous constatons que peu de recherches ont été faites sur l'utilisation récente de ce médium à des fins pédagogiques, encore moins dans le domaine des sciences humaines, c'est pourquoi nous avons exploré cette avenue. Dans le cadre de notre enseignement, nous avons exploité ces nouvelles ressources, créé du nouveau matériel didactique ou fait des modifications tout en portant un regard critique sur la démarche entreprise.

Conscient de la diversité des ressources offertes sur Internet et de la difficulté pour les élèves de les rassembler en un tout logique, nous avons entrepris la construction d'un site Web offrant des liens spécifiques en rapport avec le contenu du cours sur l'histoire du Québec et du Canada. Au hasard de nos recherches, nous avons remarqué la présence de nombreux sites présentant un corpus embrassant l'histoire canadienne. Heureux de ce constat, nous avons envisagé la possibilité d'en user comme autant de références utiles pour notre enseignement de l'histoire. Lors de ces navigations fortuites, nous avons remarqué une présence évidente d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, ce qui nous amène à formuler deux interrogations : quel est le contenu historique de ces sites et, surtout, quels usages ces organisations comptent-elles faire des nombreuses plates-formes mises de l'avant sur Internet ?

L'HISTOIRE « EN LIGNE »

De toute évidence, plusieurs instances dans l'organigramme du gouvernement fédéral canadien ont reconnu les vertus de la visibilité offerte sur le Web et ont su y développer des stratégies d'implantation fort efficaces en ce qui a trait à la culture en général. Une simple quête à l'aide d'un moteur de recherche commun, tel *Google*, sur l'histoire de la Nouvelle-France mène à des résultats assez éloquentes. Parmi les dix premiers sites proposés en octobre 2006, nous constatons que quelques-uns d'entre eux étaient chapeautés par l'un ou l'autre des ministères fédéraux canadiens. Nous nous référons, par ce relevé vérifiable, mais changeant, aux propos de Gilles Laporte qui, en 1997, soutenait une présence « préoccupante » des institutions fédérales sur Internet¹. À l'instar de Laporte, nous ne percevons pas cette incursion du fédéral dans les domaines de références historiques sur le Web comme un danger en soi. Le champ des télécommunications est libre de toute contrainte pour le gouvernement fédéral. Aussi, les organismes fédéraux sont libres de subventionner ce genre d'entreprises. Toutefois, il demeure essentiel d'observer à quelles fins doit servir ce financement, quels sont les commanditaires des sites, quels contenus sont privilégiés, etc.

Évidemment, il est impératif de s'interroger sur la présence des institutions gouvernementales dans le monde médiatique, toujours aussi prépondérante en 2006 dans le cas du gouvernement fédéral sur Internet. En effet, la visibilité des contenus historiques canadiens, y compris les contenus historiques québécois, due aux interventions d'Ottawa, prime sur le Web. Deux objectifs majeurs semblent motiver cette diligence des instances fédérales à propos de la diffusion des contenus culturels. Dans un premier temps, cela marque un désir de promotion, tant à un grand public qu'aux chercheurs, de la richesse des collections et autres fonds d'archives. Évidemment, cette façon de faire répond à des exigences de transparence, de promotion et d'accessibilité. Dans un second temps, cette initiative se traduit par un élargissement des activités du principal vecteur de la richesse archivistique, soit une redéfinition de la vitrine muséale, adaptée cette fois-ci aux nouveaux médias électroniques. Les musées, relevant tant du gouvernement fédéral, tel le Musée de la civilisation du Canada, que les musées privés, tel le Musée McCord, présentent maintenant des expositions virtuelles sur leur site Internet. Ces galeries virtuelles modifient la relation établie depuis des siècles entre les muséologues et le public.

LES SITES WEB

Rappelons d'emblée nos interrogations : quel est le contenu historique des principaux sites portant sur l'histoire canadienne et, surtout, quels en sont les usages ? Notre investigation dans cet univers médiatique nous a conduit vers de nombreux sites à caractère historique dont la spécificité relevait de l'histoire canadienne. Nous avons choisi, comme objet de notre analyse, des sites Web offrant tous un contenu canadien et embrassant l'histoire nationale du Canada dans son ensemble. Un premier site, *Portail vers l'histoire canadienne*, est le fruit d'une collaboration entre la Société historique du Canada et une entreprise privée, la compagnie Chinook multimédia. Le second site, *Historica*, est le fer de lance électronique de la fondation du même nom. Elle regroupe divers personnages bien connus de la politique et du monde des affaires au Canada. Enfin, un troisième site, *Notre mémoire en ligne*, mise sur la présentation de ressources variées portant sur l'histoire canadienne. Ce dernier est une création de l'Institut canadien de microreproduction historique. Les autres sites Internet ont été écartés de l'analyse, car ils n'abordaient que partiellement l'histoire canadienne ou étaient l'œuvre d'amateurs et, malheureusement, bien que ceux-ci présentent parfois un contenu de qualité, leur présence sur la Toile demeure, règle générale, éphémère.

DESCRIPTION DES TROIS SITES INTERNET RETENUS

PORTAIL VERS L'HISTOIRE CANADIENNE

Le site du *Portail vers l'histoire canadienne*² (PHC), disparu depuis deux ans des méandres du Web, est maintenant disponible sur format CD-ROM. Bien que bilingue dans sa présentation, le PHC n'offre que des analyses de documents en anglais. Le PHC est la création conjointe de la Société historique du Canada, organisme reconnu par le milieu historien, et de Chinook Multimédia, une entreprise privée productrice de contenu éducationnel électronique. Fondée en 1996, leurs premiers travaux ont porté sur l'histoire canadienne de 1867 à nos jours. Cette entreprise a produit entre autres le projet *Canada Confederation to present* avec la participation de l'Université d'Alberta, Patrimoine canadien et Téléfilm Canada. En 2002, Chinook Multimédia a produit une synthèse de l'histoire de l'immigration au Canada intitulée *Immigrant Voices*, un projet de numérisation pour la construction d'un site. L'objectif de ce projet était de fournir du matériel pédagogique dans le cadre des programmes d'études en sciences sociales, en histoire et en études canadiennes.

En 2003, le comité éditorial du PHC était composé de nombreux spécialistes de l'histoire, un spécialiste de l'éducation et un archiviste. Les historiens étaient Marg Conrad, de l'Acadia University, Donald Fyson, de l'Université Laval, Chad Gaffield, de l'Université d'Ottawa, Luc Guay, de l'Université de Sherbrooke, José Igartua, de l'Université du Québec à Montréal, et Linda Kealey, du Memorial University.

Parmi les objectifs du PHC, notons premièrement la création d'un guide en ce qui a trait aux ressources électroniques concernant l'histoire canadienne. Cette prétention amène les concepteurs à produire du matériel didactique diversifié fournissant ainsi de l'information au grand public, y compris, bien entendu, aux élèves et aux étudiants. Dans un deuxième temps, les concepteurs font la promotion de nouvelles normes dans l'élaboration des ressources électroniques disponibles en ligne. L'équipe de spécialistes de l'histoire veille donc à la qualité et à la diversité du contenu (cartes, artefacts et autres matériels numérisés). Les thèmes abordés sont les suivants : les Amérindiens, l'histoire des femmes, la politique et l'économie, la société et la culture, et la dynamique régionale. Deux sections, « enseignant » et « jeunes », nous ont permis de reconnaître la clientèle visée : les agents des institutions scolaires.

Le PHC nous aura, à tout le moins, permis de constater les multiples facettes de la participation du Gouvernement canadien en matière de commerce électronique et de promotion de contenus canadiens. À cet effet, il importe de mentionner que les partenaires de financement étaient le Bureau du Canada pour le Millénaire (voir la rubrique *Une culture et un patrimoine canadiens dynamiques*³ [sic]), le ministère du Patrimoine canadien et Industrie Canada. Sur sa page d'accueil, le site du Patrimoine Canadien justifie ainsi son champ d'activité :

Patrimoine canadien est responsable des politiques et des programmes nationaux qui font la promotion d'un contenu canadien, encouragent la participation à la vie culturelle et communautaire, favorisent la citoyenneté active et appuient et consolident les liens qui unissent les Canadiens et les Canadiennes⁴.

De son côté, Industrie Canada définit ainsi son mandat :

Un volet important de l'initiative *Gouvernement en direct* consiste à mettre en ligne les renseignements et les services du gouvernement. Avec de puissantes applications Internet, Industrie Canada et le portefeuille de l'Industrie ont divers outils totalement interactifs axés sur le Web⁵.

Depuis 1995, en lien avec Industrie Canada, les Collections numérisées du Canada (CNC) offrent un programme d'aide financière. Cette structure

relevant officiellement de Bibliothèque et Archives Canada se donne, quant à elle, les mandats suivants :

Préserver le patrimoine documentaire pour les générations présentes et futures. Être une source de savoir permanent accessible à tous et qui contribue à l'épanouissement culturel, social et économique de la société libre et démocratique que constitue le Canada. Faciliter au Canada la concertation des divers milieux intéressés à l'acquisition, à la préservation et à la diffusion du savoir. Être la mémoire permanente de l'administration fédérale et de ses institutions⁶.

Notons qu'Industrie Canada parraine aussi le programme *Un Canada branché* qui s'efforce de produire des sources d'information sur le Canada pour une diffusion sur Internet. Par le biais du financement de projets, destinés aux jeunes de 15 à 30 ans, ce programme permet la création d'une banque de matériel didactique. Pour ce faire, cet organisme contribue au branchement des écoles du Canada aux réseaux électroniques. Ce qui ne l'empêche pas, du même coup, de favoriser un « contenu canadien » par les objectifs suivants :

Nous aidons le Canada à devenir un des principaux fournisseurs mondiaux de contenu en ligne et d'intéressants et nouveaux logiciels et applications [sic]. Internet est un endroit idéal pour renseigner le monde sur notre pays, sa population et sa culture, ses talents et ses réalisations, son histoire et ses aspirations⁷.

Cette toile tissée, à même le « contenu canadien », s'effectue sur de multiples dimensions, difficiles à mesurer. Tous ces organismes gouvernementaux ont contribué, et contribuent toujours, au financement de projets à caractère culturel sur Internet.

HISTORICA

Les cofondateurs de la Fondation Historica sont des personnages bien connus du monde des affaires canadien. Nous nommons Charles R. Bronfman, président de Koor Industries et ancien président de Seagram Company, et L. R. Wilson, président de CAE et du conseil d'administration de Nortel Networks. Le Conseil d'administration de la Fondation Historica est entre autres formé de l'Honorable Antonio Lamer et de Frank McKenna. En ce qui concerne l'expertise historique associée au site, on annonce que le Conseil Historica est formé d'historiens, malgré qu'aucun ne soit présenté ou nommé sur le site. Aussi, nous remarquons que l'ancien président de ce conseil d'experts était John E. Cleghorn, dirigeant de SNC-Lavalin Group, et que le président actuel est Peter Lougheed, avocat chez Bennett Jones LLP

et chancelier à Queen's University. Aucun ne possède une formation universitaire en histoire. Il est à noter que le Conseil d'administration exprime les lignes directrices quant au contenu historique du site dans le but, soi-disant, d'optimiser le travail de recherche du groupe d'experts en histoire.

En plus de connaître en détail les gestionnaires de la Fondation, l'internaute peut consulter la liste des nombreux donateurs, dont BCE, CAE, CN, CanWest Global, Esso, McCain, Molson Imperial Tobacco, Pétro-Canada et quelques banques. Les bilans financiers récents, ceux de 2004 et de 2005, nous permettent de voir une augmentation importante de subsides gouvernementaux, fédéraux et provinciaux.

Fondée en 1999, *Historica*⁸ veut pallier « l'insuffisance » des contenus historiques canadiens dans les salles de classe. Ainsi évalués par les membres fondateurs, Wilson explique en ces termes les réflexions l'ayant poussé à cheminer dans le projet *Historica* : « Nous avons parlé de l'état de l'enseignement de l'histoire au Canada, et [Peter White] m'a envoyé une copie du livre de Jack Granatstein⁹, *Who Killed Canadian History*¹⁰. » Afin d'éviter toutes lacunes dans la formation des jeunes, l'objectif principal visé par la Fondation est d'intéresser les jeunes à l'histoire canadienne. Selon les concepteurs, il est possible, malgré la diversité culturelle, d'avoir des références à une histoire unique. Outre la sensibilisation, le site vise aussi à mieux préparer les jeunes dans leur rôle de futurs citoyens. Ces derniers seraient ainsi mieux armés et prêts à guider l'avenir du pays. Néanmoins, *Historica* se définit comme un organisme de bienfaisance apolitique.

Étroitement liés aux objectifs, les concepteurs du site dirigent des programmes dans les écoles pour assurer un meilleur support en ressources technologiques et didactiques, et ce, à tous les niveaux scolaires. Le contenu du site est divisé en cinq grandes sections. Dans la section « les fêtes du patrimoine », les concepteurs exposent des projets en histoire réalisés par des jeunes de dix à seize ans. Dans la section « interjeunes », des groupes de discussion sont mis en place pour favoriser la communication entre les élèves de niveau secondaire, de partout à travers le pays. Dans la section suivante, un héritage obtenu par la fondation Charles R. Bronfman, les « minutes du patrimoine » sont rebaptisées « minutes historica ». Nous pouvons y visionner les courts métrages relatant des moments de l'histoire canadienne – souvenons-nous des remous politiques causés par le mode de financement de ce projet. La section « enseignants » offre trois supports : des planifications de leçons et des suggestions d'activités ; des sessions de formation et des groupes de discussion en ligne. Enfin, les internautes peuvent explorer, dans la section « jeunes », les différents projets réalisés par des élèves, la Cyberligne du temps et l'*Encyclopédie canadienne*.

Cette dernière section constitue le cœur du site. D'abord, il faut savoir que le seul contenu historique original au site est la Cyberligne, traitant des Autochtones, de l'immigration, de l'occupation du territoire, du commerce et du transport, des explorations, de la politique extérieure et intérieure, et des droits de la personne. En ce qui concerne l'*Encyclopédie canadienne*, il s'agit d'un simple travail de numérisation de la version originale sur support papier. Il est à noter que la Fondation Historica détient provisoirement les droits de diffusion reliés à cette encyclopédie.

NOTRE MÉMOIRE EN LIGNE

Le site *Notre mémoire en ligne*¹¹ (NML) est l'œuvre de l'Institut canadien de micro reproductions historiques (ICMH). Cet institut est un organisme à but non lucratif dont l'objectif demeure la préservation et la publication des contenus historiques canadiens. Il assure la numérisation des publications gouvernementales de l'époque coloniale et depuis 1867. Quant à son expertise historique, le Conseil d'administration de l'ICMH était présidé, jusqu'à tout récemment (année 2003-2004) par Jean-Claude Robert, professeur au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal. Signalons que tout le contenu du site était examiné et préalablement approuvé par le consultant historien.

Parmi les partenaires du site NML, nous trouvons la Bibliothèque nationale du Canada, les Archives nationales du Canada et Patrimoine canadien. De nombreux commanditaires ont permis l'érection de cette plate-forme électronique, dont la Fondation de la famille Birks, la Fondation Historica, la Fondation d'histoire Baie d'Hudson, le Bureau du Canada pour le Millénaire, Industrie Canada, le ministère des Affaires étrangères, l'Université Laval et l'University of Toronto Library.

Le projet NML a vu le jour en 1997. Il constitue une bibliothèque numérique donnant accès à quelques 1 500 000 pages du patrimoine canadien imprimé, soit 8 500 volumes numérisés¹². La moitié d'entre elles est accessible au grand public alors que l'autre moitié demeure réservée aux élèves et étudiants des établissements scolaires dûment enregistrés.

Tout le site se veut une ressource éducationnelle, prenant appui sur les nombreux éléments de sa collection. La section « Le Canada en devenir » est conçue pour des étudiants des niveaux supérieurs. Elle renferme l'intégralité des textes, traités et actes constitutionnels ayant mené à la création du Canada moderne. La section « Exploration et Compagnie de la Baie d'Hudson » s'adresse aux élèves de neuf ans et plus. Elle comporte des ressources didactiques pour les enseignants, des documents pour les élèves et des évaluations.

EFFETS DE L'IMPLICATION DES ORGANISMES SUR L'OBJECTIVITÉ HISTORIENNE

Les sites Web sur l'histoire canadienne compris dans cette étude laissent entrevoir une présence effective de plusieurs intervenants : entreprises privées, organismes publics et instances gouvernementales. Ces organisations ont toutes en commun le désir de promotion d'un contenu historique de qualité sur le Canada. Toutefois, les moyens mis à leur disposition n'ont d'égal que leur prétention à livrer une mémoire efficace pour assurer l'avenir du pays. Deux sites nous apparaissent intègres, en ce qui concerne la renommée des auteurs et leurs arriamages télématiques. En effet, les divers moyens informatiques développés par ces concepteurs indiquent le degré de partenariat mis de l'avant entre les informaticiens et les Instituts de la communauté historique.

Peu d'internautes ont, d'une part, le souci de vérifier la composition des comités d'administration ou de rédaction des sites visités. D'autre part, il est vrai que les webmestres solitaires n'ont pas à se soucier de ces questions administratives. Dans le cas des sites retenus pour notre étude, il nous apparaissait important d'examiner la teneur des soubassements administratifs puisqu'ils sont souvent révélateurs de lignes directrices auxquelles les concepteurs ne peuvent échapper, diminuant fortement leurs propensions à l'objectivité. En histoire, nous pouvons sous-entendre que cette ingérence administrative peut avoir des influences néfastes quant à la représentativité des différentes interprétations historiographiques.

Pendant, le *Portail vers l'histoire canadienne* et *Notre mémoire en ligne* font bonne figure quant à la qualité de la composition des générateurs de projet. La Société historique du Canada et l'Institut canadien de micro reproductions historiques nous apparaissent comme étant des organismes posés, installés dans l'univers disciplinaire depuis plusieurs années, voire des décennies dans le cas du premier, garant d'une rigueur intellectuelle dans l'élaboration des contenus et dans l'exposition des interprétations historiographiques.

Les implications des diverses instances du gouvernement fédéral nous apparaissent justifiées puisqu'elles répondent à leurs objectifs fixés quant à la promotion du patrimoine culturel, par Patrimoine canadien, ainsi que la diffusion à grande échelle des richesses de l'héritage archivistique, par Industrie Canada, Téléfilm Canada et la Bibliothèque nationale du Canada. Dans le cas d'Industrie Canada, son implication est claire : contribuer financièrement à tout effort de numérisation des documents historiques. Cependant, la participation des commanditaires du secteur privé s'avère inégale et intéressée.

Par exemple, le site *Historica* bénéficie d'une importante délégation de fonds privés bien que les efforts déployés par les concepteurs ne rendent pas un contenu des plus rigoureux et des plus complets en comparaison aux autres sites analysés. D'abord, il semble que les initiatives de Charles R. Bronfman soient génératrices des intérêts de la communauté des affaires dans le monde scolaire et culturel, sans pour autant faire appel à une expertise historique reconnue, sans non plus contribuer au travail des organismes mandatés, sans s'associer à des institutions universitaires ou à des recherches officielles. Tous les commanditaires impliqués dans la Fondation *Historica* préfèrent donc contribuer en marge du développement des sociétés historiques reconnues. Ensuite, ces compagnies et gestionnaires, ces politiciens et anciens fonctionnaires de l'État participent à une entreprise dont les objectifs et prétentions sont explicitement voués à l'établissement d'une mémoire unique et à l'orientation du milieu scolaire qu'ils jugent à priori inadéquat quant à la formation des futurs citoyens. Cette vision de la diffusion culturelle contraste avec le souci présenté par la Société historique du Canada, entre autres, en ce qui a trait à l'historiographie. Bref, la crédibilité du site repose sur la prétention et le renom des gestionnaires, contrairement aux deux autres, s'appuyant sur l'expertise de leurs consultants.

Par le biais de ces institutions historiques affiliées au PHC et à NML, soulignons la présence des historiens professionnels reconnus par leur milieu. Comme nous le mentionnions, le comité éditorial du PHC se forme autour de six historiens issus de différentes universités canadiennes. Ceci montre qu'une présence historique existe sur Internet. Il est vrai que cette présence ne va pas dans le sens d'une participation individuelle, de la publication en ligne ou de la collaboration à des recherches théoriques. Les historiens souscrivent davantage aux projets initiés par les organismes historiques en place. Il est aussi intéressant de constater qu'Internet est considéré par ces historiens comme un médium parmi tant d'autres, comme une vitrine supplémentaire subordonnée aux impératifs de la vulgarisation historique en fonction des auditoires.

L'utilisation de sources est un autre critère fortement révélateur d'un contenu historique original. PHC et NML utilisent des collections numérisées, publications ou textes anciens, illustrations et autres artefacts, pour concevoir leur trame narrative de l'histoire canadienne. Ils présentent donc un contenu riche sur le plan patrimonial en permettant un visionnement virtuel des sources autrement difficiles d'accès. *Historica* ne présente pas ce type de ressources numérisées. En fait, la fondation a su se procurer un matériel de référence, en l'occurrence l'*Encyclopédie canadienne*, et table sur l'effet télévisuel des « Minutes historica ». D'ailleurs, l'objectif des concepteurs du

site n'est pas la diffusion des richesses patrimoniales de nos archives nationales, mais la promotion d'une mémoire et la sensibilisation des jeunes à une histoire canadienne. Incidemment, il nous apparaît que cette orientation est incompatible avec les préceptes de l'histoire contemporaine, du moins tels qu'enseignés dans nos institutions universitaires.

Tous les concepteurs des sites étudiés semblent préoccupés d'établir un ancrage dans les milieux scolaires et fournissent des outils aux acteurs du monde de l'éducation. PHC présente des sections spécifiques aux « jeunes » et aux « enseignants ». Un « matériel pédagogique » permet à l'enseignant de maximiser l'utilisation des ressources historiques du site, alors que des jeux, des casse-tête constituent des activités adaptées aux élèves. NML se veut une ressource éducative de premier plan puisque les rédacteurs présentent une analyse adaptée au niveau scolaire des élèves ou des étudiants, selon les sources exploitées dans les projets thématiques. À l'image des autres sites, NML comporte du matériel didactique, des évaluations et des questionnaires, pouvant être exploités par les enseignants. Enfin, les concepteurs d'*Historica*, fort soucieux de la qualité de l'enseignement de l'histoire du Canada, recommandent des leçons et des plans de cours. Les groupes de discussion en ligne sur le « babillard des profs » et les « écoles pour enseignants *Historica* » nous révèlent l'inquiétude des membres fondateurs face à la qualité de la formation des maîtres dans les universités canadiennes. Pourquoi ne pas simplement avancer que celle-ci n'est pas adéquate ?

En somme, nous notons la présence de nombreux intervenants et la participation de commanditaires publics et privés sur Internet. Cette affluence n'est pas dénuée d'intérêts politiques. La promotion de l'histoire canadienne est l'objectif principal de leurs investissements technique et financier dans ce nouveau mode de communication. Les usages et les influences de l'histoire du Canada sur la Toile sont actuellement explicites. Ils demeurent tributaires d'enjeux sociaux et politiques. En ce sens, le travail des historiens doit s'appliquer à fournir une histoire de qualité sur le Web, pour le grand public et pour les chercheurs. Nous pensons que ces derniers gagneront professionnellement et profiteront de l'accroissement de la communication entre eux, assurant ainsi un échange d'informations sur une échelle encore plus grande et spontanée que les plates-formes traditionnelles.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Gilles Laporte, « La mémoire du Québec sur Internet : tout reste à faire », *Bulletin d'histoire politique*, été 1997, p. 25.
2. Société historique du Canada et Chinook Multimédia, *Portail vers l'histoire canadienne*, non disponible. [En ligne : www.histoireducanada.ca (2000).]
3. Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, *Une culture et un patrimoine canadiens dynamiques*, www.tbs-sct.gc.ca.
4. Patrimoine canadien, *Accueil*, www.pch.gc.ca.
5. Industrie Canada, *Services en ligne*, www.ic.gc.ca.
6. Bibliothèque et Archives du Canada, *À notre sujet*, www.collectionscanada.ca.
7. Un Canada branché, *Le Canada en ligne*, www.taybridge.com.
8. Fondation Historica. *Historica : Une histoire qui vous appartient*, www.histori.ca.
9. Jack L. Granatstein, *Who Killed Canadian History*, Toronto, HarperCollins, 1998, 156 p.
10. Red Wilson, *Le projet historica*, www.histori.ca.
11. Institut canadien de micro reproductions historiques, *Notre mémoire en ligne*, www.canadiana.org.
12. Institut canadien de micro reproductions historiques, *Bulletin de l'ICMH*, www.canadiana.org.